



Monsieur le Préfet,
Mesdames et Messieurs les élus, chers
collègues
Messieurs les représentants des
employeurs et des salariés,
Mesdames et Messieurs les Chefs de
service de l'Etat et du Conseil
Départemental

C'est avec un grand plaisir que le Conseil
Départemental de Mayotte vous accueille
ici à la Cité des Métiers pour l'assemblée
générale constitutive du Groupement
d'intérêt public GIP CARIF-OREF Mayotte.

C'est une démarche partenariale qui a débuté depuis 2012. Il aboutit ce jour, 4 ans après. Vous aurez compris que la mise en place de ce GIP a été murement réfléchie et travaillée en étroite collaboration avec les différents partenaires que vous êtes.

En effet ce projet de GIP, initié par le Préfet depuis 2012, a été validé le 13 janvier 2015, en Comité de Coordination Mahorais de l'Emploi et de la Formation Professionnelle où siège l'ensemble des membres proposés au GIP aujourd'hui.

Notre département a suivi votre avis en adoptant la création de ce GIP par délibération n°1882 du 19 janvier 2015.

Comme vous le savez, un Groupement d'intérêt public est une personne morale de droit public dotée de l'autonomie administrative et financière. Il est constitué par convention approuvée par l'Etat soit entre plusieurs personnes morales de droit public, soit entre l'une ou plusieurs d'entre elles et une ou plusieurs personnes morales de droit privé.

Accepter de faire évoluer son service CarifOref, en GIP c'est, pour le Conseil Départemental une expression de sa volonté de développer et pérenniser un travail de coopération et de partenariat sur les missions et les actions qu'il a confiées au CarifOref Mayotte.

Bien que la Formation professionnelle des demandeurs d'emploi, relève des compétences de notre Département, nous sommes tous d'accord pour reconnaître que les enjeux dans ce domaine, sont tels qu'un partenariat réel dans la définition des orientations de nos politiques publiques en la matière, est nécessaire.

C'est ce que nous espérons avec ce nouveau GIP : que tous les partenaires puissent apporter leurs concours pour qu'il devienne un véritable outil partenarial et efficace d'information et d'aide à la décision en matière, aussi bien de la formation professionnelle (compétence CD) que d'emploi (compétence Etat).

Dans ce GIP, le CD a souhaité travailler avec l'Etat mais également associer les partenaires économiques et sociaux de ce territoire que sont les syndicats patronaux et de salariés ainsi que les chambres consulaires.

Ceci est important parce que l'anticipation des mutations économiques, la définition de notre politique de formation, l'orientation scolaire et professionnelle de nos jeunes et de notre population active et le plan de lutte contre l'illettrisme et l'analphabétisme doivent venir d'une réflexion, d'une lecture et des propositions **partagées par tous pour que nos actions soient efficaces.**

A travers la mise en place de cet outil partenarial, le CD entend aussi anticiper, en quelque sorte, l'esprit de la loi du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et la démocratie sociale qui instaure **une gouvernance quadripartite (Etat, Région, partenaires sociaux) dans la mise en œuvre des politiques publiques de l'emploi et de la formation professionnelle.**

En effet un des objectifs de cette loi, en ce qui concerne les modes de gouvernance, est de créer une stratégie concertée au niveau régional sur les politiques d'emploi, de formation et d'orientation dans un cadre quadripartite, afin de renforcer l'efficacité des instances de gouvernance.

Je profite d'ailleurs de l'occasion pour rappeler à Monsieur le Préfet que selon le calendrier gouvernemental précisé dans l'article 35 de la loi de 5 mars 2014, celle-ci devait être applicable à Mayotte depuis mars 2015 et qu'il conviendrait peut être que nous mettions tout de suite à l'œuvre notre partenariat, pour demander ensemble au gouvernement, que ce retard soit rattrapé, car cette loi est, semble t-il, très attendue par les acteurs de la formation professionnelle.

Enfin pour terminer mes propos introductifs à nos travaux, je souhaite insister et saluer l'importance de la participation de tous les

acteurs de l'emploi et de la formation professionnelle dans cette démarche.

Cela présage d'une bonne façon de travailler ensemble pour réussir ensemble.

